

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Me Louis-Gaston Mayila et Paul-Marie Gondjout hôtes d'Ali Bongo Ondimba

J. KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

Le chef de l'État s'est entretenu, lundi dernier, au palais de la présidence de la République, avec les présidents de l'Union pour la nouvelle République (UPNR), Me Louis-Gaston Mayila, et de l'Union nationale initiale (UNI), Paul-Marie Gondjout, deux formations politiques de l'opposition.

Ces rencontres, qui se situent plus de deux mois après la tenue à Libreville, de la concertation politique majorité/opposition illustrent la vitalité de la démocratie gabonaise et le raffermissement des rapports entre le pouvoir et l'opposition. À quelques mois de l'organisation de la présidentielle et des élections législatives et locales, ces échanges témoignent de la volonté des acteurs politiques de parvenir à des lendemains électoraux apaisés au travers des contacts permanents et réguliers, voie indiquée pour rasséréner le climat politique et apaiser les



Phase de l'échange entre le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, et le leader de l'UPNR, Me Louis Gaston Mayila.

éventuelles tensions. Ce qui relève d'une pratique somme toute normale en démocratie. De fait, le numéro un gabonais a évoqué avec ses interlocuteurs un certain nombre de sujets d'intérêt national, notamment ceux liés au bon fonctionnement de notre démocratie. Me Louis-Gaston Mayila et Paul-Marie Gondjout se sont réjouis de la qualité des échanges avec le chef de l'État. "J'ai ouvert mon cœur au pré-

sident de la République. Je lui ai dit ce que je pensais de la situation actuelle de notre pays (...). Je crois que l'œuvre qui nous attend est immense et c'est à chacun de s'y employer avec ses moyens", a déclaré le premier cité. "(...) Le président de la République a été très attentif à ce que je lui ai dit et je pense que ça doit beaucoup souvent être de cette manière de pouvoir parler avec l'opposition. Le Gabon doit être en Afrique centrale et en Afrique de manière générale, un pays qui soit réellement dans l'ouverture démocratique. C'est ce que nous demandons et ça apaise. Si on veut des élections apaisées, il faut qu'on se parle, il faut que les choses soient dites clairement en toute transparence. C'est ce que nous avons voulu faire aujourd'hui", a indiqué pour sa part le leader de l'UNI.

Cour constitutionnelle/rentrée solennelle : quid des carrières des femmes juges africaines ?

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

RENTRÉE solennelle de la Cour Constitutionnelle plutôt particulière cette année. Et pour cause, cet événement républicain est couplé à la rencontre des femmes africaines juges, la première du genre. En effet, les femmes juges vont plancher les 3 et 4 mai prochains sur le thème : "La présence des femmes africaines dans la magistrature/ Bilan et perspectives". Un moment d'intense réflexion à mettre à l'actif de la Conférence des juridictions constitutionnelles africaines (CJCA), en collaboration avec la Cour constitutionnelle gabonaise, associée au PNUD, à l'ONUUDC et l'Onu-Femmes. D'où le choix du siège de la "gardienne des lois" pour abriter ladite rencontre. Ainsi, Marie-Madeleine Mborantsuo, présidente de la Cour constitutionnelle, par ailleurs actuelle tête de file de la CJCA, et ses collègues juges africaines se pencheront, entre autres, sur la participation des femmes à la

magistrature à travers le continent, le respect de l'égalité de sexe et la promotion de la justice liée au genre dans la société. La représentation des femmes dans les institutions judiciaires africaines constituera également un des pans de la réflexion à venir. La CJCA avait été créée afin de constituer un cadre et un espace permettant aux magistrats de réfléchir aux obstacles se présentant à elles avant et pendant leur carrière ainsi que l'impact sur les droits constitutionnels des femmes. Elle est composée de 48 membres et son siège se trouve à Alger, en Algérie. Dans un autre registre, la rentrée solennelle de la Cour constitutionnelle se déroule à quelques mois des élections générales dont le point d'orgue sera la présidentielle. Occasion pour les "neuf sages" de s'appesantir sur les principes régissant lesdits scrutins électoraux. Nul doute que le discours circonstanciel de la présidente de cette institution tournera autour des prochaines élections générales organisées en République gabonaise.



Nul doute que la présidente de la Cour constitutionnelle © évoquera les prochaines élections générales.

AGENDA



Ali Bongo Ondimba attendu à Londres aujourd'hui

Le chef de l'État quitte Libreville aujourd'hui pour la capitale du Royaume-Uni où il assistera à la cérémonie religieuse actant le couronnement de Charles III, samedi prochain. Laquelle sera précédée, la veille, par un sommet réunissant les dirigeants des États membres du Commonwealth.

Tribune des partis politiques Rapprochement ?

APRÈS la récente concertation politique à laquelle a pris une part active l'Union nationale initiale (UNI), son président Paul-Marie Gondjout vient de s'entretenir avec le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba.

L'élu de Lambaréné dit avoir défendu au cours dudit entretien "l'introduction de la proportionnelle dans la désignation des membres des conseils locaux" – une idée qu'il a soutenue bec et ongles à la dernière grand-messe politique. Non sans présenter ladite rencontre comme l'ouverture du jeu démocratique passant nécessairement par le dialogue. D'où son échange avec le numéro un gabonais. Il n'en fallait pas plus pour susciter l'ire de ses pourfendeurs. Lesquels adversaires considèrent à tort

ou à raison l'ancien challenger de Paulette Missambo comme un "pion" à la solde du pouvoir. Pire, ils sont d'avis qu'il aurait effectué la sale besogne [dézinguier l'Union nationale (UN)]. Le vocable "traîtrise" a même été évoqué çà et là par plusieurs de ses ex-compagnons. Vrai ou faux ? Toujours est-il que rien n'empêche le leader de l'UNI de rencontrer à sa guise le président de la République. Si tant est que l'objectif recherché réside dans l'organisation des élections crédibles aux lendemains apaisés. D'autant qu'il se gargarise d'être à la tête d'un parti "progressiste-réformiste". Dire dans ce cas que l'opposition est idéologique et ne relève nullement de l'animosité est une lapalissade.

Néanmoins, le compte rendu fait par Paul-Marie Gondjout au sortir de son entretien avec le chef de l'État, semble incomplet. Difficile de croire que les points évoqués ci-dessus ont constitué l'unique trame de l'échange. Faut-il s'attendre à une prochaine nomination de Paul-Marie Gondjout voire un retournement de veste ? Dans tous les cas, seuls les deux interlocuteurs connaissent véritablement le fond de leur conclave.

En tout cas, seul l'avenir nous dira s'il s'agit d'un rapprochement en gestation ou un simple échange républicain.

Yannick Franz IGOHO